

Commission: Conseil Économique et social

Question: Un nouveau système financier facteur d'équité et de stabilité

Auteur: Bolivie

Le « *nouvel ordre mondial* », surgi des Accords de Bretton Woods qui ont établi les règles de l'échange financier global et ont mis en place l'hégémonie du dollar à perpétuité dans les transactions internationales est trop usé pour rester un paradigme de la domination planétaire. Le 22 juillet 1944, il y a exactement 70 ans, s'achevait la réunion dans un hôtel du New Hampshire dans laquelle les Etats-Unis firent prévaloir leurs intérêts devant les délégués de 44 pays et imposèrent la planche à billet illimitée du dollar pour remplacer l'or en tant qu'étalon de la valeur de chaque monnaie dans le monde. C'est là que sont nés le *Fonds Monétaire International* et la *Banque Mondiale*, deux institutions qui, depuis lors ont fixé les normes de l'impérialisme économique et ont décidé du sort de peuples entiers. Mais la planète a changé pendant ces 7 décennies : le déclin des Etats-Unis et de ses satellites européens semble inévitable alors que le modèle hégémonique né de Bretton Woods est confronté à de nouvelles approches venues d'autres centres de pouvoir et d'alliances toujours plus vigoureuses entre des pays qui s'opposent aux directives élaborées par Washington pour son propre profit.

Pendant que l'empire états-unien lutte encore contre les effets de l'explosion de la bulle spéculative de 2008 et que les pays d'Europe sont pris dans les crises sociales et les dysfonctionnements de leur monnaie unique, le groupe des pays émergents prend l'initiative de la création de deux organismes multilatéraux qui se substitueront aux tout-puissants FMI et BM dans une limite de compétence qui comprend, pour l'instant, la moitié de la population mondiale, 30% du produit intérieur brut global et 23% de la surface de la terre. Le groupe du BRICS (Brésil, Inde, Russie, Chine et Afrique du Sud) a décidé lors de son sommet au Brésil en 2014 de créer une banque de développement (la New Development Bank, NDB) et un fonds de réserve (le Contingency Reserve Arrangement, CRA), qui rempliront les mêmes fonctions que celles pour lesquelles sont été créés le FMI et la BM, c'est à dire, mobiliser des ressources pour financer des projets d'infrastructure et servir de mécanisme préventif face à des épisodes de volatilité financière. Il s'agit de l'accord financier multilatéral le plus important depuis la création des institutions de Bretton Woods et la Bolivie entend y trouver des solutions.

La Bolivie insiste sur les contraintes du système financier actuel issu des Accords de Bretton Woods qui au cours des dernières années, en particulier pendant la crise, a vu augmenter le chômage, les contrats informels et donc n'as pas satisfait le besoins sociaux de la population.

Concernée par l'instabilité du système financier, la Bolivie fait partie de La Banque du Sud, une nouvelle entité qui réunit d'autre pays d'Amérique du Sud (l'Argentine, l'Équateur, l'Uruguay et le Venezuela) et qui aspire à créer un fond pour promouvoir le développement économique de la région dans le but de renforcer sa souveraineté. C'est ainsi que l'Amérique latine continue à renforcer son processus d'intégration régionale tout en construisant une alternative au système économique à tendance néolibérale, en vigueur dans les pays du Nord.

Nos politiques principales on visé l'amélioration de manière considérable des conditions de vie des populations par le biais d'importants projets d'inclusion sociale et de redistribution des richesses. Par ce fait notre pays encourage la coalition internationale à prendre des mesures financières justes pour lutter contre la pauvreté.

Après s'être engagé à réduire les inégalités à l'échelle nationale, la Bolivie souligne son intérêt par l'économie verte qui serait une excellente option du fait de ses éléments favorables pour les populations pauvres et encourage la mise en place des systèmes d'échanges locaux. Notre pays remarque que des réformes plus importantes devraient cependant avoir lieu par rapport au système financier actuel.

Souhaitant une plus grande croissance des pays en développement de l'Amérique latine, la Bolivie questionne le système capitaliste et cherche à renforcer les aides de part de la communauté internationale pour aider les pays en développement à accomplir les objectifs du millénaire.

La Bolivie a soutenu la plus grande partie des traités adoptés par les Nations Unies, nous souhaitons donc que le système financier actuel soit réorienté pour qu'il réponde aux attentes de stabilité et de bien être de l'ensemble de la communauté internationale sans exception.

